Fondation Jean Jaurès

Histoire

JAURÈS FACE AUX PAYSANS

Alain Chatriot

12/10/2012

Le monde agricole a toujours intéressé Jean Jaurès, qui le regarde en analyste rigoureux et conscient des enjeux politiques de son temps. L'historien Alain Chatriot revient sur la place particulière qu'occupe le monde rural dans le projet socialiste porté par Jean Jaurès au début du XX^e siècle.

Synthèse

« *Il y a un intérêt de premier ordre, national aussi bien que républicain, à élever la condition des paysans. Il faut les mettre dans de telles conditions d'indépendance qu'ils deviennent le fondement inébranlable d'un régime de liberté* (…) »

Affrontant la vision des conservateurs symbolisée par la politique protectionniste de Jules Méline, Jean Jaurès promeut inlassablement des projets d'organisation des marchés agricoles et de lutte contre la spéculation, tout en intervenant dans le débat sur la petite propriété paysanne.

Ses premiers textes politiques concernant la question agricole datent du début de l'année 1887 où il prend position dans le débat protectionniste à propos des prix du blé et du pain. Lors des différents débats, il demande aux ouvriers des villes de payer le pain plus cher afin de préserver la démocratie rurale. Mais il conditionne à ce sacrifice qu'il soit bien au profit des travailleurs agricoles et non des propriétaires.

En 1887, sa position se renforce. La question fiscale lui apparaît comme indissociable de la question agricole. Il revient sur les limites d'une politique protectionniste en rappelant que les barrières douanières qu'« *il accepte volontiers comme un abri provisoire isolent plus qu'elles ne protègent* ». « *La politique douanière unie à des réformes démocratiques est bonne (..)* » (meilleure distribution de l'impôt, meilleure répartition de la propriété foncière), « (…) *sans ces réformes, elle n'est qu'une exploitation scandaleuse des pauvres* ».

A l'été 1893, Jean Jaurès tente d'ouvrir un débat sur l'impôt foncier. Devant la baisse des cours du prix du blé, la fraude et la crise du change, il explique pour la première fois : « *Il faut aller droit au but. Il faut adopter la seule mesure qui soit réellement efficace : c'est de faire de l'Etat le seul acheteur de blé étranger. Il l'achèterait au plus bas coût possible, et il le revendrait sur les marchés français à un cours constant et raisonnable (…). C'est le seul moyen de lutter contre la spéculation et contre les variations de prix* ». Le débat s'engage à l'Assemblée en février 1894, Jean Jaurès se

heurtant notamment au libre-échangiste Léon Say et au protectionniste Jules Méline.
La dernière grande intervention de Jean Jaurès est sans doute la plus célèbre puisqu'il s'agit de la très longue interpellation du gouvernement sur la politique agricole qu'il prononce en juin et juillet 1897. Son discours est nettement en faveur des ouvriers agricoles : « *Je disais que lorsqu'à propos des discussions sur les blés ou des discussions sur les sucres, nous prétendons ici qu'après avoir assuré aux propriétaires autant qu'il dépend de vous par vos lois de douane ou par vos lois de primes, un minimum de revenu ou un minimum de salaire, un minimum d'existence aux ouvriers agricoles, vous écartez nos amendements plus sommairement et plus dédaigneusement que d'habitude* ». Il ajoute qu'« (…) *il serait équitable de réserver par la loi même à l'élément salarié une certaine proportion définie dans ces conseils de représentation agricole* ». Il demande aussi la création d'une prud'homie agricole.
Sur le principe du protectionnisme, il rappelle fermement la position des socialistes : « *le socialisme, c'est-à-dire l'organisation de la production et de l'échange, exclut, à la fois, et la protection, qui ne peut guère profiter aujourd'hui qu'à la minorité des grands possédants, et le libre-échange, qui est la forme internationale de l'anarchie économique.* ».
Le début du XXème siècle est marqué par une prise de distance de Jean Jaurès à l'égard des grands débats agraires. Une partie des débats de l'entre-deux guerres reste cependant dans la continuité des pistes ouvertes par Jean Jaurès. Mais le débat sur le protectionnisme est progressivement complété par celui plus global sur l'organisation des marchés, accompagnant ainsi la transformation des acteurs du monde agricole.